



Conseil de sécurité

Distr. générale
26 décembre 2019
Français
Original : anglais

Mission de vérification des Nations Unies en Colombie

Rapport du Secrétaire général

I. Introduction

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution [2435 \(2018\)](#), par laquelle le Conseil de sécurité a reconduit le mandat de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie, et de la résolution [2366 \(2017\)](#), par laquelle il m'a prié de lui faire rapport, tous les 90 jours, sur l'exécution du mandat de la Mission. Il porte sur la période allant du 27 septembre au 26 décembre 2019.

II. Principaux faits nouveaux

2. Le 24 novembre, les Colombiens ont célébré le troisième anniversaire de la signature de l'Accord final pour la fin du conflit et la construction d'une paix stable et durable. Dans une déclaration faite le 29 novembre, le Conseiller du Président pour la stabilisation et la consolidation, Emilio Archila, a fait le point sur les progrès accomplis au regard de la stratégie intitulée « La paix par le droit » mise en œuvre par le Gouvernement et a réaffirmé que celui-ci était déterminé à appliquer intégralement l'accord de paix. À l'occasion de cet anniversaire, d'anciens membres des Forces armées révolutionnaires de Colombie-Armée populaire (FARC-EP) participant au processus de réintégration et des victimes du conflit se sont rencontrés, dans une perspective de réconciliation, dans l'ancien secteur territorial de formation et de réintégration d'Agua Bonita (département de Caquetá). À cette même occasion, dans une déclaration, la Mission a exhorté les Colombiens à continuer de déployer tous les efforts nécessaires pour instaurer une paix durable et a pris acte de l'engagement en faveur de la paix des deux parties à l'accord.

3. L'anniversaire de l'accord de paix a été célébré sur fond de mobilisations sociales de grande ampleur qui ont débuté le 21 novembre par une grève nationale à laquelle ont participé divers secteurs, notamment les mouvements étudiants, les syndicats et les organisations autochtones et afro-colombiennes. Les revendications, très nombreuses, comprenaient le retrait des projets de réforme fiscale, le rejet d'éventuelles modifications au régime de retraite, la mise en œuvre d'accords précédemment conclus avec les groupes d'étudiants, la protection des figures de la société civile et des ex-combattants des FARC-EP et l'application de l'ensemble des dispositions de l'accord de paix. Les manifestations se sont pour la plupart déroulées dans le calme, bien qu'il y ait eu quelques actes de vandalisme et de violence et quelques affrontements entre les manifestants et les agents de la force publique. Ces événements auraient fait un mort à Bogota et deux à Buenaventura (département du Valle del Cauca). Dans une déclaration faite par l'intermédiaire de mon porte-parole, le 23 novembre, j'ai reconnu l'esprit largement pacifique qui avait caractérisé les manifestations, je me suis félicité de la volonté exprimée par le Gouvernement d'engager le dialogue et j'ai appelé tous les



acteurs à s'abstenir de toute violence, à faire preuve de la plus grande retenue et à engager un dialogue pacifique.

4. Face à ces mobilisations, qui se poursuivent dans plusieurs parties du pays, le Président de la Colombie, Iván Duque Márquez a engagé, le 26 novembre, un débat national avec différents secteurs sur six thèmes : la croissance partagée, la transparence et la lutte contre la corruption, l'éducation, la « paix par le droit », l'environnement et le renforcement des institutions, ce dernier thème ayant été par la suite remplacé par la jeunesse. Le Gouvernement a annoncé que ce débat se poursuivrait jusqu'au 15 mars 2020. Le 29 novembre, mon représentant spécial pour la Colombie et Chef de la Mission a participé à la première séance tenue dans le cadre du débat national sur la « paix par le droit », présidée par le Président Duque. Il a noté que la mise en œuvre de l'ensemble des dispositions de l'accord de paix était l'une des exigences du mouvement social et a pris acte des efforts déployés par le Gouvernement à cet égard, ainsi que des défis majeurs qui entravaient encore la consolidation de la paix en Colombie.

5. Le 28 novembre, le comité national créé dans le cadre de la grève, des membres du Congrès de divers partis politiques et des acteurs de la société civile favorables au processus de paix ont adressé une lettre conjointe au Gouvernement pour lui demander d'organiser une « table-ronde nationale » distincte du débat national, qui comprenne l'instauration d'un dialogue direct avec tous les secteurs en vue de trouver des solutions à leurs préoccupations respectives. Il était proposé dans la lettre que le deuxième point de l'ordre du jour de cette table-ronde soit consacré à l'application de l'ensemble des dispositions de l'accord de paix et à la possibilité de renouer le dialogue avec l'Armée de libération nationale (ELN).

6. Le 27 octobre se sont tenues les premières élections locales et départementales depuis la signature de l'accord de paix. Il s'agissait également des premières élections auxquelles participaient le parti politique Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común (Force alternative révolutionnaire du peuple – FARC) et d'anciens membres des FARC-EP. La campagne a été émaillée d'actes de violence et de stigmatisation, mais ceux-ci ont été moins nombreux le jour des élections que lors des élections précédentes (5 homicides ont été signalés ce jour-là, contre 28 lors des élections locales de 2015). Le taux de participation a été supérieur à 61 %, 13,1 % de bureaux de vote supplémentaires ayant été installés par rapport à 2015, notamment dans des lieux où l'insécurité associée au conflit posait auparavant des problèmes à cet égard. Cette évolution a largement été considérée comme un effet positif du processus de paix sur la démocratie en Colombie.

7. Le 16 octobre, le Congrès a approuvé le budget général national pour 2020. Le projet présenté par le Gouvernement comprenait une annexe sur les investissements relatifs à la paix. En décembre, le Congrès a approuvé une réforme constitutionnelle visant à autoriser l'investissement de ressources issues de futures redevances sur l'exploitation d'hydrocarbures dans des municipalités touchées par le conflit. Cependant, les partis d'opposition et les acteurs de la société civile continuent de considérer que les fonds alloués à l'application de l'accord de paix demeurent insuffisants.

8. Les membres du Congrès ont continué de jouer un rôle important dans le suivi de l'application de l'accord de paix. Des membres de la Commission pour la paix de chacune des deux chambres se sont rendus dans des localités touchées par la violence et dans d'anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration. Le Congrès a par ailleurs tenu des débats sur l'application de dispositions particulières de l'accord.

9. Pendant la période considérée, le Congrès a rejeté deux projets de réforme relatifs aux dispositions de l'accord de paix concernant la justice transitionnelle, des décideurs de différents partis craignant que ces réformes ne compromettent la sécurité juridique de personnes relevant de la Juridiction spéciale pour la paix. Le Président Duque a déclaré qu'aucune réforme proposée par son gouvernement n'aurait d'effet rétroactif.

10. Le Congrès a progressé dans la négociation d'un projet de loi visant à proroger de dix ans supplémentaires la loi relative aux victimes et à la restitution des terres (loi

n° 1448 de 2011), qui doit expirer en 2021. Les associations de victimes ont demandé cette prorogation afin que les droits des victimes, y compris leur droit d'obtenir pleine réparation, puissent continuer d'être respectés. La Cour constitutionnelle a décidé qu'à défaut de mesures de prorogation de la loi, celle-ci serait automatiquement prorogée jusqu'en 2030. Le Président Duque a déclaré que son gouvernement était favorable à la prorogation de la loi.

11. Pendant la période considérée, le Conseil national pour la paix, la réconciliation et la coexistence, créé en application de la section 2 de l'accord de paix, a fait part au Gouvernement de ses idées relatives à l'élaboration d'une politique publique nationale sur la paix, la réconciliation, la coexistence et la non-stigmatisation, qu'il avait rassemblées au moyen d'un processus national participatif avec les conseils territoriaux pour la paix, la réconciliation et la coexistence.

12. Le 6 novembre, le Ministre de la défense, Guillermo Botero, a démissionné après le dépôt d'une motion de censure au Congrès et une controverse suscitée par une attaque aérienne lancée, fin août, contre le campement d'un groupe dissident des FARC-EP dans le département de Caquetá, qui avait causé la mort de plusieurs enfants recrutés par le groupe. Le Président Duque a nommé l'ancien Ministre des affaires étrangères, Carlos Holmes Trujillo, au poste de Ministre de la défense et Claudia Blum de Barberi au poste de Ministre des affaires étrangères.

Règlement des différends concernant l'application de l'accord de paix

13. Le Gouvernement et les membres du parti au pouvoir ont continué d'accuser la FARC de ne pas s'acquitter de certaines de ses obligations découlant de l'accord de paix, notamment la remise de l'ensemble de ses biens – qui sont utilisés pour les réparations accordées aux victimes – et la divulgation de l'emplacement des mines et des champs de mines, et affirment qu'elle n'a pas pleinement contribué aux efforts visant à mettre au jour la vérité. Le 12 décembre, des législateurs du parti au pouvoir ont déposé une demande officielle auprès des tribunaux supérieurs, de la Juridiction spéciale pour la paix et d'autres institutions de l'État visant à déterminer quelles étaient les entités compétentes pour obliger les FARC-EP à répondre de leur non-respect présumé des dispositions concernées. La FARC continue d'affirmer s'être acquittée de ses obligations et répète que le Gouvernement n'a, lui, toujours pas rempli nombre de ses engagements. Elle cite notamment l'insuffisance des mesures visant à assurer la sécurité des ex-combattants, le non-respect de la structure de mise en œuvre établie en application de l'accord et le manquement à appliquer l'ensemble des dispositions de l'accord. Le Gouvernement, quant à lui, réfute ces affirmations et ne cesse de réaffirmer son engagement à appliquer l'accord de paix au moyen de sa stratégie « La paix par le droit ».

14. Pendant la période considérée, la Commission de suivi, de promotion et de vérification de l'application de l'Accord de paix, principal mécanisme créé par l'accord pour résoudre ce type de différend et surmonter les obstacles à la mise en œuvre, ne s'est réunie que deux fois.

Réforme rurale générale

15. Un des éléments de la réforme rurale générale prévue à la section 1 de l'accord de paix est la mise en place de programmes de développement territorial pour les municipalités touchées par le conflit. Le Gouvernement signale qu'à ce jour, sur les 1 207 activités prévues, 780 ont été menées à bien, 315 sont en cours d'exécution et 112 sont en suspens. Ces projets ont bénéficié à la population de 76 municipalités. Le Gouvernement développe ses stratégies de financement afin d'améliorer la dotation en ressources de ces programmes, y compris au moyen de projets approuvés et financés par les redevances perçues sur l'exploitation de minerais et d'hydrocarbures et du mécanisme « obras por impuestos » (emplois contre impôts), mis en œuvre avec la contribution du secteur privé. En tout, 140 des 170 municipalités dans lesquelles de tels programmes sont menés, ainsi que neuf départements, ont adopté des mesures juridiques visant à intégrer ces programmes dans leurs instruments de planification aux niveaux

départemental et local. Les organisations de la société civile ont insisté pour que la nature participative des programmes, auxquels sont associés plus de 220 000 membres des populations locales, soit préservée tout au long de leur mise en œuvre.

16. Le Gouvernement, par l'intermédiaire de l'Agence de réhabilitation du territoire, est en train d'élaborer un plan-cadre visant à renforcer la coordination interinstitutions et à favoriser l'exécution intégrée des programmes de développement. Le 1^{er} novembre, des ministres du Gouvernement, accompagnés de représentants de la communauté internationale et des autorités locales, se sont rendus dans les 16 zones d'exécution de programmes pour y inaugurer des projets et discuter de leur déroulement avec des acteurs locaux.

Système intégré pour la vérité, la justice, la réparation et la non-répétition

17. La Juridiction spéciale pour la paix a continué d'examiner les sept dossiers dont elle est saisie. Dans le cadre du dossier 001, sur des enlèvements perpétrés par les anciennes FARC-EP, la Juridiction spéciale a tenu six audiences au niveau territorial à travers le pays, notamment dans quatre anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration. Des ex-combattants ont participé à ces audiences et contribué à révéler la vérité, notamment en reconnaissant leur responsabilité dans certaines des plus importantes affaires. Dans le dossier 003, sur des victimes d'exécutions extrajudiciaires présentées comme des victimes des combats (ou « faux positifs »), 156 membres des forces armées ont témoigné de leur plein gré et, pour la première fois, un groupe de proches des victimes a formulé des observations sur ces témoignages lors d'une audience publique. En ce qui concerne le dossier 004 sur la situation dans la région d'Urabá, la Juridiction spéciale a ordonné la prise de mesures visant à protéger la sécurité des communautés autochtones et afro-colombiennes de la région afin de garantir leur participation à la procédure. Le dossier 007, sur le recrutement et l'utilisation d'enfants, réunit 8 839 affaires d'enfants recrutés par les anciennes FARC-EP et 37 anciens commandants des FARC-EP ont été convoqués devant la Juridiction spéciale.

18. La Juridiction spéciale pour la paix a reconnu plus de 60 000 victimes à ce jour. Pour la première fois, elle a même reconnu collectivement des communautés autochtones comme victimes. Elle continue de revoir au cas par cas les 657 requêtes qu'ont déposées des fonctionnaires et des tierces parties au conflit pour se soumettre volontairement à sa compétence. Par ailleurs, elle continue de tenir des audiences avec d'anciens fonctionnaires et des tierces parties, ayant notamment entendu un ancien sénateur. Certains participants aux procédures de la Juridiction spéciale, y compris des victimes, ont fait état de menaces à leur encontre. En novembre, 23 avocats défendant des ex-combattants des FARC-EP devant la Juridiction ont reçu des menaces.

19. À ce jour, la Juridiction spéciale pour la paix a exclu six anciens commandants des FARC-EP de sa compétence, dont trois pendant la période considérée : Luciano Marín Arango, alias « Iván Márquez », José Manuel Sierra Sabogal, alias « Zarco Aldinever », et Henry Castellanos Garzón, alias « Romaña ». Tous appartiennent au groupe qui a déclaré reprendre les armes en août 2019.

20. Pendant la période considérée, la Commission de la vérité a organisé deux visites à des victimes ayant pris part aux pourparlers de paix de La Havane pour leur demander de participer à des initiatives de réconciliation avec des ex-combattants dans d'anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration. Elle a continué de tenir des « dialogues pour la non-répétition » dans différentes régions du pays, dans l'objectif de débattre des risques que courent les figures de la société civile, et a organisé à Medellín une manifestation sur les effets du conflit sur les enfants et les adolescents. Avec la Juridiction spéciale pour la paix, la Commission a organisé pour la première fois des audiences à l'étranger avec des victimes vivant en exil. Elle a, à ce jour, procédé à plus de 7 500 entretiens collectifs et individuels.

21. L'Unité de recherche des personnes portées disparues dans le contexte et en raison du conflit armé a mené à bien 8 des 12 forums régionaux devant permettre aux personnes et aux organisations de contribuer à l'élaboration de son plan national de

recherche. Le 2 décembre, elle a organisé le premier forum national visant à recueillir et à rassembler les contributions des forums régionaux.

22. Le Système intégré continue de recevoir des informations des autorités étatiques, des agents de la force publique, des organisations sociales et des associations de victimes. À la demande de ces dernières, la Juridiction spéciale pour la paix a prolongé le délai de dépôt des rapports jusqu'en mars 2021.

Introduction de cultures de substitution

23. L'économie illicite demeure l'une des principales causes de la violence. Le Programme national intégral de substitution des cultures illicites créé en application de la section 4 de l'accord de paix a pour objectif d'aider les familles et les collectivités rurales à passer des cultures illicites à d'autres activités économiques. Selon l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), environ 40 506 des 60 082 hectares de coca déclarés par 99 097 familles participant au Programme ont été volontairement détruits depuis août 2017. En tout, 38 525 familles ont reçu leur acompte pour l'année complète, 60 842 ont bénéficié d'une assistance technique et 34 492 ont reçu une aide pour des projets de sécurité alimentaire.

24. Les personnes et les organisations sociales qui participent au Programme continuent de subir des menaces et des attaques et d'être victimes de meurtres. Le Gouvernement appuie des initiatives visant à définir les risques particuliers que courent les personnes qui participent de manière active et visible au Programme afin de mettre en place des mesures de prévention.

25. L'ONUDC déclare en outre que 95 % des familles respectent les engagements qu'elles ont pris en matière de destruction volontaire. Certaines familles participant au Programme se sont déclarées préoccupées par les retards pris dans la mise en œuvre de projets productifs de remplacement et dans les investissements dans le développement local, qui sont cruciaux pour leur permettre de quitter l'économie illicite.

Armée de libération nationale

26. La population continue de subir les effets des affrontements opposant l'ELN à d'autres groupes armés illégaux et aux agents de la force publique, en particulier dans les départements de Chocó, du Nord de Santander, d'Arauca et de Nariño. Dans les zones où l'ELN est présente, les collectivités locales et les organisations de la société civile ont demandé la reprise du dialogue avec le groupe. L'Église catholique continue de plaider en faveur de la reprise d'un dialogue et d'engager l'ELN à libérer les personnes enlevées. Le Gouvernement a réaffirmé les conditions qu'il pose à la reprise des négociations, à savoir la fin de toutes les activités criminelles et la libération des personnes enlevées.

III. Tâches confiées à la Mission

A. Réintégration

Réintégration politique

27. En octobre, la FARC et des ex-combattants ont participé à leurs premières élections locales et départementales. Plus de 300 candidats ont bénéficié de l'appui de la FARC et de coalitions incluant la FARC, parmi lesquels 67 % n'étaient pas d'ex-combattants. Certains ex-combattants se sont présentés sous l'égide d'autres partis. Douze candidats ont été élus à différents postes, notamment trois à des postes de maire. Deux des candidats élus maire étaient d'anciens membres des FARC-EP appuyés par d'autres partis, tandis que le troisième, qui n'était pas membre des FARC-EP, s'était présenté dans le cadre d'une coalition qui comprenait la FARC. Les ex-combattantes ont activement participé aux élections (38 % de l'ensemble des candidats) malgré les difficultés rencontrées pour obtenir des ressources et bénéficier de programmes de protection. Deux femmes ont été élues.

28. Malgré la stigmatisation, les contraintes financières et les problèmes de sécurité rencontrés pendant la campagne, les candidats de la FARC et les ex-combattants ont activement participé aux élections, y compris en exerçant leur droit de vote. Une collaboration opportune des autorités électorales et gouvernementales a permis de surmonter les obstacles, notamment en ce qui concerne la capacité des ex-combattants de voter dans leur lieu de résidence actuel.

29. En décembre, le Comité directeur de la Chambre des députés a déclaré temporairement vacant le siège de Seuxis Hernández Solarte, alias « Jesús Santrich », ancien commandant des FARC-EP, la Cour suprême ayant décidé d'engager des poursuites pénales à son encontre pour trafic de drogue et d'ordonner sa mise en détention provisoire. Conformément à la Constitution, la FARC perd temporairement ce siège pendant le déroulement de l'enquête.

Évolution de la géographie de la réintégration

30. En novembre, l'Agence pour la réintégration et la normalisation a fait savoir que 9 225 ex-combattants (soit 70 % des combattants ayant reçu un certificat de réintégration) résidaient en dehors des anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration, un quart de ceux-ci environ vivant dans des zones urbaines et les trois-quarts dans des zones rurales ou semi-rurales. Ces ex-combattants ont des difficultés, notamment, à accéder aux services essentiels et à bénéficier de services de sécurité. Il convient de noter que 19 des 47 projets collectifs approuvés concernent des ex-combattants résidant en dehors des anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration.

31. L'Agence pour la réintégration et la normalisation continue de s'attacher à trouver des solutions permanentes en matière de terres, d'hébergement et de services pour tous les anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration, qu'ils soient ou non déplacés. Les résultats positifs de la phase initiale des visites effectuées par le Gouvernement, la FARC et la Mission dans les anciens secteurs territoriaux ont été salués par les deux parties, lesquelles se sont engagées à donner suite, ensemble, aux décisions prises pendant ces visites et à se rendre également dans tous les autres anciens secteurs territoriaux. Cependant, aucune visite conjointe n'a été effectuée pendant la période considérée.

32. Pour 24 anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration, le manque de terres demeure un problème crucial. L'Agence pour la réintégration et la normalisation a demandé à l'Agence nationale de gestion du territoire d'acheter des parcelles de terrain pour neuf anciens secteurs territoriaux et le Fonds pour une Colombie en paix a alloué quelque 6,1 millions de dollars des États-Unis à cette fin.

Réintégration économique et sociale

33. Le Conseil national de réintégration s'est réuni à deux reprises pendant la période considérée et a approuvé 12 nouveaux projets productifs collectifs, portant ainsi le nombre de projets approuvés à 47, au bénéfice de 2 454 ex-combattants (dont 688 femmes) et de 83 membres de collectivités locales. Vingt-quatre des projets approuvés, qui bénéficient à 1 530 ex-combattants (dont 450 femmes), ont reçu des fonds. Pour ce qui est des projets individuels, 705 initiatives ont été approuvées et financées, et bénéficient à 827 ex-combattants, dont 178 femmes. Au total, 18 % des ex-combattants ayant reçu un certificat de réintégration ont bénéficié d'une aide financière pour conduire des projets productifs au travers de ces mécanismes.

34. Quarante-sept projets collectifs ont été approuvés, dont 77 % sont menés sur des terrains loués, ce qui nuit à leur pérennité et met en évidence la nécessité d'accomplir de réels progrès dans l'affectation de terres à des projets productifs.

35. Évolution encourageante, le Groupe de travail technique sur les questions de genre du Conseil national de réintégration a repris ses activités. Il continue de faire connaître les directives concernant la prise en compte des questions de genre dans les activités de réintégration économique et de renforcer l'appui à la réintégration des ex-combattantes.

36. En novembre, un groupe d'entreprises dirigé par Proantioquia, la plus grande association du secteur des entreprises dans le département d'Antioquia, a annoncé qu'il mettrait à disposition 270 hectares de terres pour un projet productif destiné à 185 ex-combattants et auquel participera la population locale. Cette initiative illustre le rôle important que le secteur privé peut jouer en soutenant plus généralement la réintégration et la consolidation de la paix.

37. Une entité du Ministère de l'industrie, du tourisme et du commerce appelée iNNpulsa a conclu un partenariat avec l'Agence pour la réintégration et la normalisation en vue de fournir une assistance technique à 500 projets individuels et à 40 projets collectifs.

38. Les efforts que consacrent les ex-combattants à des initiatives productives continuent de donner des résultats encourageants. En octobre, le café produit par des ex-combattants et des communautés voisines dans le département de Cauca a remporté un prix international prestigieux. Pendant la période considérée, des ex-combattants de tout le pays ont présenté leurs produits dans trois grandes foires nationales.

39. En décembre, le Conseil national de réintégration a approuvé l'extension des services de santé dans les anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration et les communautés voisines pour 2020. À ce jour, 98 % des ex-combattants sont affiliés au système national de santé, mais certains disent avoir toujours de la difficulté à accéder aux soins. En vue de renforcer les capacités locales en matière de santé, y compris de santé sexuelle et procréative, le Gouvernement a lancé la deuxième phase du projet « Santé pour la paix », mené par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), le Fonds des Nations Unies pour la population et l'Organisation panaméricaine de la santé.

40. Les directives relatives à l'appui économique aux projets d'hébergement destinés aux ex-combattants n'ont pas encore été approuvées par l'Agence pour la réintégration et la normalisation. Celle-ci s'efforce de résoudre les problèmes auxquels se heurte encore le projet collectif d'habitation destiné à 350 ex-combattants dans les anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration de Pondores et de Tierra Grata.

41. Le nombre d'ex-combattants suivant des études universitaires est passé de 2 461 en janvier à 5 095 en octobre. Le Ministère de l'éducation a récemment annoncé que 3 300 places supplémentaires seraient mises à la disposition des ex-combattants et des membres des collectivités locales dans le cadre du programme éducatif intitulé « Arando la educación ». Par ailleurs, 3 475 ex-combattants suivent actuellement des formations professionnelles, lesquelles sont principalement dispensées par le Service national d'apprentissage, l'Agence pour la réintégration et la normalisation et la Croix-Rouge colombienne. Cependant, dans certaines zones reculées, notamment dans le département de Chocó, les ex-combattants ont encore de la difficulté à bénéficier de formations.

42. La FARC et le Gouvernement ont progressé dans la recherche d'un consensus au sujet du plan de réintégration. Celui-ci n'a pas encore été officiellement adopté, mais il contribuera à éclaircir la situation en ce qui concerne notamment l'éducation, la santé, la pérennité de la réintégration économique, le logement, la réintégration au niveau local et l'assistance psychosociale.

Rôle des collectivités et acteurs locaux

43. Depuis les élections, en octobre, l'Agence pour la réintégration et la normalisation et d'autres acteurs s'attachent à promouvoir l'inclusion de politiques de réintégration dans les programmes des autorités régionales et locales nouvellement élues.

44. Il est essentiel que les activités de réintégration bénéficient aux communautés locales, afin qu'elles favorisent à la fois la durabilité de ces communautés et la réconciliation à long terme. Bien que certaines initiatives soient en cours, leur portée demeure limitée.

B. Garanties de sécurité

45. Les actes de violence visant la population locale et les meurtres de figures de la société civile, de défenseurs des droits de la personne et d'ex-combattants des FARC-EP se poursuivent. La violence reste concentrée dans les zones rurales des départements de Cauca, de Nariño, d'Antioquia, de Caquetá et du Nord de Santander, où elle est favorisée par la pauvreté, la présence restreinte de l'État et l'économie illégale. Selon le Bureau du Procureur général, la vaste majorité de ces meurtres peut être attribuée aux groupes armés illégaux et aux organisations criminelles, ainsi qu'aux réseaux qui les soutiennent.

Garanties de sécurité pour les anciens membres des FARC-EP

46. Pendant la période considérée, la Mission a vérifié 20 homicides d'anciens membres des FARC-EP, ce qui fait de 2019 l'année la plus meurtrière pour les ex-combattants depuis la signature de l'accord de paix (77 meurtres à ce jour, contre 65 en 2018 et 31 en 2017). On compte désormais en tout 173 meurtres, auxquels s'ajoutent 14 disparitions et 29 tentatives d'homicide.

47. Un meurtre particulièrement préoccupant a été celui d'Alexander Parra Uribe, également connu sous le nom de « Rodolfo Fierro », un chef respecté dans l'ancien secteur territorial de formation et de réintégration de La Guajira, dans la municipalité de Mesetas (département de Meta). Son épouse, elle aussi ex-combattante, représentait la FARC aux élections locales et le meurtre s'est produit deux jours avant les élections. Il s'agissait du premier meurtre commis dans le périmètre de protection d'un ancien secteur territorial de formation et de réintégration, ce qui a renforcé le sentiment d'insécurité des anciens membres des FARC-EP. Le Gouvernement a demandé la conduite d'une enquête et annoncé un renforcement des mesures de sécurité pour l'ancien secteur territorial et la famille de la victime.

48. Le Ministère de la défense a déclaré à plusieurs reprises qu'il assurerait une sécurité permanente autour des anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration, mais une réglementation claire régissant le déploiement des forces de sécurité dans ces zones contribuerait à apaiser les préoccupations des ex-combattants qui y résident. Il importe en outre d'étendre les mesures de sécurité aux zones dans lesquelles les ex-combattants se sont installés, où la situation est encore plus précaire.

49. Plusieurs menaces et actes de stigmatisation visant des candidats de la FARC ont été signalés pendant la campagne, mais aucune atteinte à la sécurité des candidats de la FARC ou des ex-combattants n'a été signalée le jour des élections. Le Mécanisme tripartite de protection et de sécurité a aidé à coordonner et à surveiller les mesures de protection prises aux niveaux national, régional et local pour garantir la sécurité des candidats de la FARC et des ex-combattants et leur permettre d'exercer leur droit de vote. En tout, 78 mesures de protection ont été mises en œuvre pour les candidats de la FARC en application du plan de protection des élections du Ministère de l'intérieur.

50. Le Gouvernement a établi un mécanisme interinstitutions coordonné par le Bureau du Conseiller du Président pour la stabilisation et la consolidation, qui est chargé de veiller à la sécurité des ex-combattants et d'assurer le suivi de l'application des mesures annoncées par le Gouvernement en juin en vue de renforcer la protection accordée aux ex-combattants et les enquêtes menées sur les attaques dont ils sont la cible. Le Gouvernement fait état de progrès au regard de 15 de ces mesures, dont le déploiement d'enquêteurs et d'agents de police supplémentaires chargés d'appuyer la Cellule spéciale d'enquête du Bureau du Procureur général et le Corps d'élite de la police nationale dans les territoires, et la mise en place de mécanismes de suivi des alertes rapides du Bureau du Défenseur du peuple, une attention particulière étant accordée aux risques que courent les anciens membres des FARC-EP.

51. La coopération entre la population locale et le Bureau du Procureur général a été essentielle pour traduire en justice un sous-officier de l'armée colombienne qui a été reconnu coupable du meurtre de l'ancien membre des FARC-EP Dimar Torres, tué en

avril dans le Nord de Santander. La procédure a été interrompue pendant deux mois en raison d'un conflit de juridiction entre la justice militaire et le système de justice ordinaire, qui a finalement été réglé en faveur de ce dernier. Les poursuites à l'encontre des autres personnes impliquées dans le meurtre n'ont pas encore abouti. Le Bureau du Procureur général continue d'enquêter sur une affaire concernant l'implication d'agents de la force publique dans une attaque menée contre les membres de la famille de deux ex-combattants à Arauca en mars 2018.

52. En ce qui concerne les meurtres d'anciens membres des FARC-EP, la Cellule spéciale d'enquête fait état de 21 condamnations et de 13 affaires en cours d'instance. Elle signale en outre que 80 % des attaques sont liées aux groupes armés illégaux et aux organisations criminelles. Des difficultés entravent toujours le démantèlement des structures à l'origine de ces meurtres car seuls 9 des 67 suspects arrêtés en sont les concepteurs.

53. Le groupe de travail conjoint sur l'enquête concernant les attaques menées contre d'anciens membres des FARC-EP, qui comprend des représentants de la FARC, de la Cellule spéciale d'enquête et de la Mission, renforce ses mécanismes de coordination, notamment des outils régionaux visant à améliorer l'accès des ex-combattants à la justice et l'analyse des risques relatifs aux menaces potentielles.

54. La Sous-Direction spécialisée de l'Unité nationale de protection chargée de la sécurité et de la protection, qui assure la protection des anciens membres des FARC-EP, continue de pâtir d'un manque de fonds et de capacités. Un signe encourageant est la mise en place d'un nouveau programme de formation destiné à 77 agents de protection rapprochée, qui doit permettre de compléter les effectifs des programmes de protection et d'atteindre les 1 200 agents prévus dans l'accord de paix. Il est important que la Sous-Direction et la FARC participent aux débats sur la restructuration de l'Unité nationale de protection.

55. Au 24 novembre, 233 programmes de protection individuels et collectifs avaient été mis en place, au bénéfice de 250 hommes et de 74 femmes. Des mesures tenant mieux compte des questions de genre et un accès équitable aux mesures de protection sont essentiels pour répondre aux risques propres aux ex-combattantes.

Garanties de sécurité données aux populations locales, aux défenseurs des droits de la personne et aux figures de la société civile

56. Les populations locales, les défenseurs des droits de la personne, les figures de la société civile et les personnes participant à l'application de l'accord de paix continuent d'être la cible d'actes de violence et d'intimidation de la part de groupes armés illégaux, d'organisations criminelles, de cartels de la drogue et d'autres acteurs, en particulier dans les zones rurales.

57. Depuis la signature de l'accord de paix, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a vérifié 303 meurtres de défenseurs des droits de la personne et figures de la société civile, qui ont fait 86 victimes (dont 12 femmes) en 2019. Le Bureau du Procureur général et le Corps d'élite de la police nationale mènent des enquêtes et ont fait part de progrès dans 39 % des 86 affaires.

58. En plus d'enquêtes concernant les responsables de ces meurtres, la section 3.4 de l'accord de paix prévoit l'élaboration d'une politique publique de démantèlement des organisations criminelles et des réseaux qui les soutiennent. Cependant, l'organe chargé d'élaborer cette politique, la Commission nationale des garanties de sécurité, ne s'est pas réuni pendant la période considérée. Il n'a tenu que deux réunions en 2019.

59. En décembre, le Gouvernement a présenté des directives relatives à la politique publique globale relative au respect du travail des défenseurs des droits de la personne et aux garanties associées. En novembre, les entités de défense des droits de la personne et les organisations de la société civile se sont retirées des discussions concernant cette politique, invoquant des désaccords avec l'approche adoptée par le Gouvernement. Les entités exigeaient entre autres que le Président Duque convoque à nouveau la Commission nationale des garanties de sécurité et applique le décret n° 660 de 2018,

sur le Programme global pour la sécurité et la protection des populations et des organisations au niveau territorial, dont la mise en œuvre est prévue à la section 3.4 de l'accord de paix.

60. La présence de groupes armés illégaux dans les territoires autochtones continue d'avoir des conséquences désastreuses pour les communautés autochtones et afro-colombiennes, en particulier dans les départements de Chocó et de Cauca, notamment du fait du recrutement, y compris le recrutement forcé d'enfants, des homicides, des déplacements, des mises en détention, et des attaques et des menaces visant les autorités et les dirigeants autochtones. La réponse des autorités a été limitée malgré de multiples alertes émises par le Bureau du Défenseur du peuple.

61. Les violences généralisées dans le nord du département de Cauca ne sont pas maîtrisées. Deux massacres ont eu lieu en moins de 36 heures en octobre, dont une embuscade qui a coûté la vie à Cristina Bautista, notable páez, et à quatre autres personnes, dont des membres de la garde autochtone. En octobre, le Gouvernement a annoncé le déploiement de 2 500 agents de la force publique à Cauca. La population locale a dit craindre que le renforcement des opérations militaires n'accroisse les risques que courent les civils. Le Gouvernement a également lancé un plan d'investissement social pour le département et inclus Cauca dans la stratégie intitulée « Zonas Futuro » en tant que zone stratégique d'intervention globale.

62. La détérioration de la situation dans le département de Chocó est préoccupante. Ce département est l'un des plus pauvres de Colombie et un passage stratégique pour les économies illicites et les trafics. Début décembre, le Bureau du Défenseur du peuple a confirmé le déplacement de 3 200 membres de 17 communautés autochtones de la municipalité d'Alto Baudó et le confinement de huit communautés afro-colombiennes et autochtones en raison d'affrontements entre groupes armés illégaux, notamment l'ELN et le groupe *Autodefensas Gaitanistas de Colombia*. Les collectivités locales, les figures de la société civile et les organisations de la société civile ont dit craindre que des violences plus généralisées soient sur le point de se produire.

63. Pendant la période considérée, le Bureau du Défenseur du peuple a émis 11 alertes rapides concernant des zones dans le Nord de Santander, Chocó, La Guajira, Putumayo, Meta, Magdalena, Cundinamarca, Tolima, Cauca, Nariño et Bogota. Six de ces alertes concernaient un danger imminent auquel l'État devait répondre de toute urgence. La Mission a consolidé les mécanismes d'échange d'informations avec le Bureau du Défenseur du peuple et le Bureau de l'Inspecteur général afin de permettre le suivi des alertes rapides et de l'action de la Commission intersectorielle pour une intervention sans délai en cas d'alerte rapide. Avec l'appui de la Mission, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et du HCDH, le Ministère de l'intérieur renforce ses capacités au niveau local afin de mieux pouvoir assurer le suivi de l'application des recommandations, y compris celles destinées aux autorités locales.

C. Garanties juridiques

64. Malgré des réunions régulières entre le Bureau du Haut-Commissaire pour la paix, la FARC et la Mission, l'octroi de certificats de réintégration aux ex-combattants n'a que peu progressé. Or, ceux qui n'ont pas de certificat rencontrent des problèmes pour bénéficier des avantages découlant du processus de réintégration, y compris en matière d'emploi.

65. Pendant la période considérée, le Gouvernement a fait état de progrès dans 29 dossiers d'anciens membres des FARC-EP figurant sur la liste soumise au Gouvernement le 15 août 2017 et étant en attente de certification. Quelque 130 ex-combattants figurant sur cette liste sont toujours dans l'attente de leur certificat bien qu'ils aient soumis tous les documents requis, parfois depuis plus d'un an.

66. Il n'y a pas eu d'avancée concernant la liste d'environ 1 000 personnes soumise par la FARC après le 15 août 2017. L'Inspecteur général a mis l'accent sur les risques de récidive propres à ces personnes en raison de l'incertitude dans laquelle elles se

trouvent sur le plan juridique et des problèmes qu'elles rencontrent, de ce fait, pour participer au processus de réintégration.

67. Quelque 270 personnes ayant fait une demande de certificat de réintégration, dont 164 personnes incarcérées, attendent que le Gouvernement ait terminé d'examiner leur dossier, mais celui-ci n'a réalisé aucun progrès à cet égard. La FARC et le Bureau du Haut-Commissaire pour la paix, avec l'appui de la Mission et dans le cadre de la Commission de suivi, de promotion et de vérification de l'application de l'Accord de paix, se sont rendus dans des établissements pénitentiaires pour rencontrer 135 de ces personnes. Des discussions sont en cours au sujet de leur certification.

68. La Juridiction spéciale pour la paix a refusé la mise en liberté conditionnelle de 74 des quelque 160 ex-combattants ayant obtenu un certificat de réintégration et demeurant en prison. Ces personnes resteront emprisonnées jusqu'à ce que la Juridiction spéciale se prononce sur la possibilité de les gracier en application de la loi n° 1820 de 2016. Les représentants de la FARC auprès de la Commission de suivi, de promotion et de vérification de l'application de l'Accord de paix se sont dit préoccupés par la lenteur à laquelle la Juridiction spéciale traitait ces dossiers et par les demandes d'octroi de certificat encore examinées par le Gouvernement. En novembre, le Bureau du Conseiller du Président pour la stabilisation et la consolidation a organisé une réunion avec la Juridiction spéciale, lors de laquelle les représentants de la FARC ont pu lui faire part de leurs préoccupations.

D. Questions transversales

Questions de genre

69. Des progrès modestes ont été accomplis dans l'application des mesures d'égalité des genres prévues dans la politique nationale de réintégration. Le Forum de haut niveau sur les questions de genre du Gouvernement, le Groupe de travail technique sur les questions de genre du Conseil national de réintégration et le Comité de la FARC chargé des questions de genre jouent un rôle essentiel dans ce domaine. Il reste néanmoins difficile d'obtenir des ressources suffisantes pour appliquer intégralement ces mesures.

70. La sécurité des défenseuses des droits de la personne et des figures de la société civile demeure une source de préoccupation. Selon l'analyse faite par le Bureau du Défenseur du peuple des alertes rapides qu'il a lancées en 2019, les femmes continuent d'être la cible de groupes armés illégaux, qui cherchent notamment à les décourager de participer à la vie politique et sociale et au processus de consolidation de la paix. Les femmes qui dénoncent la violence sexuelle et celles qui participent à la mise en œuvre de l'accord de paix sont particulièrement menacées. La Commission intersectorielle des garanties pour les dirigeantes et les défenseuses des droits de la personne n'a pas encore terminé et mis en œuvre son plan d'action. Malgré ces difficultés, les initiatives départementales et locales se sont poursuivies, et des tables rondes régionales sur la sécurité ont notamment été organisées à l'intention des dirigeantes dans la région de Montes de María et dans les départements de Putumayo et de Magdalena. Le Ministère de l'intérieur et les autorités locales ont un rôle important à jouer dans la mise en œuvre des plans d'action locaux issus de ces tables rondes.

71. Dans deux rapports publiés récemment, l'Instance spéciale sur les questions de genre et la composante internationale établie au titre de l'accord de paix pour vérifier l'application des dispositions relatives à l'égalité des genres ont constaté la lenteur des progrès accomplis dans la mise en œuvre de ces dispositions et ont demandé instamment que des efforts plus importants soient déployés à cet égard.

72. À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Mission a appuyé plus de dix manifestations organisées dans d'anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration et dans d'autres localités pour réunir des femmes et des hommes issus d'horizons divers autour de dialogues et d'activités culturelles portant sur la prévention de la violence à l'égard des femmes.

Affaires ethniques

73. Les progrès restent limités en ce qui concerne la fourniture d'un appui adapté aux ex-combattants autochtones. Nombre d'entre eux vivent dans des lieux reculés, à l'extérieur des secteurs territoriaux de formation et de réintégration, et certains ont regagné leur communauté d'origine. Les ex-combattants qui se sont installés dans des territoires autochtones font face à des conditions de sécurité précaires et ont de la difficulté à obtenir accès aux services de base. Par exemple, à Mandé (département d'Antioquia), 53 ex-combattants, pour la plupart afro-colombiens, issus du secteur territorial de formation et de réintégration de Vidrí doivent faire face à des risques critiques en matière de sécurité dans un environnement dans lequel la présence institutionnelle est très limitée. En novembre, le Bureau du Défenseur du peuple a signalé que les risques qu'il avait mentionnés dans son alerte rapide de juin 2019 concernant les ex-combattants qui vivaient dans cette zone s'étaient matérialisés comme prévu.

74. En septembre, mon représentant spécial a rencontré l'Instance spéciale de haut niveau des populations autochtones pour examiner les questions ethniques qui relèvent du mandat de la Mission. Les coordonnateurs de la Mission chargés des affaires ethniques continuent de collaborer avec les communautés et les organisations autochtones aux niveaux régional et local.

75. La Juridiction spéciale pour la paix a fait des progrès continus dans le dossier 002, qui porte sur la situation dans les municipalités de Tumaco, de Barbacoas et de Ricaurte, et dans le dossier 004, qui porte sur la situation dans la région d'Urabá, notamment dans le fait de reconnaître aux communautés autochtones le statut de victimes, et ces progrès contribuent à une prise de conscience du fait que le conflit a un effet disproportionné sur ces communautés.

Enfants

76. L'Agence pour la réintégration et la normalisation continue de mettre en œuvre le programme de réintégration intitulé « Un autre chemin de vie » pour 123 enfants anciennement associés aux FARC-EP. En novembre, 115 adolescents recevaient une allocation mensuelle et 8 étaient sous la protection de l'Institut colombien de protection de la famille. Au moins 64 adolescents ont obtenu des réparations en application de la loi relative aux victimes et à la restitution des terres. Il est crucial d'assurer la durabilité de ce programme, notamment en lui allouant des ressources suffisantes et en réunissant régulièrement ses comités locaux de suivi.

77. Pour les adolescents anciennement associés aux FARC-EP, l'accès aux projets productifs reste difficile. Seuls six participants au programme ont reçu des décaissements (un participant n'ayant reçu qu'un décaissement partiel) et neuf demandes supplémentaires sont en attente d'évaluation. Au cours de la période considérée, la Mission a recensé les cas d'adolescents qui n'avaient pas de papiers en règle et qui avaient besoin d'un soutien psychologique, et elle en assure le suivi.

78. Le Groupe de travail technique sur les enfants du Conseil national de réintégration ne s'est pas réuni depuis juillet, ce qui a retardé la prise de décisions urgentes concernant la situation des 218 jeunes nouvellement recensés par la FARC qui pourraient être inclus dans le programme.

79. Plus de 2 200 enfants d'ex-combattants ont toujours besoin d'un soutien et de services spécialisés. En tout, 900 d'entre eux vivent dans d'anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration, et ceux qui vivent en dehors de ces secteurs ont encore plus de mal à accéder aux services de base. Cinq anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration ont commencé à planifier la création d'espaces de protection de l'enfance et d'activités de garderie avec le soutien du Fonds des Nations Unies pour la consolidation de la paix ; ces projets seront mis en œuvre par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes). Il est essentiel d'élaborer une stratégie visant à résoudre les problèmes relatifs au secteur des services à la

personne pour faciliter la participation des ex-combattantes aux activités de réintégration. De nombreux ex-combattants ont encore des difficultés à régulariser la tutelle de leurs enfants.

Les jeunes et la paix et la sécurité

80. Les jeunes, et en particulier les membres d'organisations d'étudiants, ont été très actifs dans les mobilisations populaires de ces dernières semaines, lors desquelles ils ont notamment demandé que l'accord de paix soit préservé et pleinement appliqué. Ils ont aussi participé activement à la campagne électorale, notamment en tant que candidats.

81. Des jeunes bénévoles continuent de diriger et d'appuyer les activités de réintégration et de réconciliation. En novembre, plus de 40 jeunes bénévoles, dont certains bénévoles du Service national d'apprentissage, ont participé à l'organisation de championnats nationaux de rafting dans l'ancien secteur territorial de formation et de réintégration de Miravalle. À Remedios (département d'Antioquia), pour promouvoir la réconciliation entre les ex-combattants et la communauté locale, des jeunes femmes ont créé une ligue de football qui compte notamment une équipe composée à la fois de femmes locales et d'ex-combattantes. S'inspirant de l'expérience acquise lors des visites organisées par la Mission dans d'anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration, des animateurs appartenant au réseau « Global Shapers » du Forum économique mondial ont permis à des ex-combattants participant à 10 initiatives productives de présenter leurs produits à une foire nationale tenue à Bogota en décembre, avec l'appui de la Mission et de l'Agence pour la réintégration et la normalisation.

Coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies

82. Au cours de la période considérée, le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire des Nations Unies pour l'après-conflit en Colombie a approuvé un financement supplémentaire pour des projets et initiatives des Nations Unies et de la société civile liés à la mise en œuvre de l'accord de paix, notamment dans les domaines de l'appui à la réintégration, du redressement économique au niveau local, des infrastructures collectives et de la protection des défenseurs des droits de la personne. Il a également appuyé des projets portant sur les réparations collectives pour les victimes, sur le retour des personnes déplacées, sur la participation des victimes aux mécanismes de justice transitionnelle et sur le renforcement du Bureau de l'Inspecteur général.

83. L'équipe de pays des Nations Unies a collaboré avec le Conseiller présidentiel pour la sécurité nationale pour faire en sorte que la stratégie « Zonas Futuro » du Gouvernement bénéficie d'une expertise internationale et présenter les meilleures pratiques en matière de stabilisation civilo-militaire dans les territoires où la présence de l'État est limitée. Elle continuera de fournir une assistance technique sur demande pendant les premières phases de la mise en œuvre de la stratégie.

84. La communauté internationale continue d'apporter au processus de réintégration un soutien essentiel qui passe notamment par le Fonds d'affectation spéciale pluripartenaire et par l'Union européenne, ainsi que par l'intermédiaire de projets mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial, le PNUD, l'OIM et d'autres entités. Des progrès ont été réalisés dans le cadre du projet de réintégration conjoint, qui est financé par le Fonds pour la consolidation de la paix et mis en œuvre par l'UNICEF, le PNUD et ONU-Femmes en coordination avec la Mission : neuf spécialistes des questions d'égalité des genres ont été déployés dans 15 sites et des activités visant à remédier aux problèmes relatifs aux services à la personne ont été mises en place dans deux anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration.

IV. Structures de la Mission

A. Appui à la Mission

85. La Mission a entrepris de déléguer davantage de décisions financières et de décisions de gestion aux bureaux extérieurs, en application des nouvelles délégations de pouvoirs. De plus, elle remplace son parc de véhicules pour que celui-ci soit mieux adapté à ses besoins en matière de mobilité et continue d'examiner son déploiement, en particulier à mesure que la géographie du processus de réintégration évolue.

86. Au 28 novembre 2019, les femmes représentaient 42 % des administrateurs et des agents du Service mobile titulaires d'un engagement de durée déterminée, d'un contrat continu ou d'un contrat permanent. Dans les autres catégories, les femmes représentent 54 % des Volontaires des Nations Unies, 33 % des observateurs internationaux et 50 % des consultants et des vacataires. Dans l'ensemble, 44 % des membres du personnel civil étaient des femmes.

B. Sûreté et sécurité

87. Le Département de la sûreté et de la sécurité a suivi de près les répercussions des grèves et des manifestations en cours sur les conditions de sécurité. Les activités menées à Bogota et à Cali (département du Valle del Cauca) ont été suspendues pendant plusieurs jours en raison la grève nationale, et le bureau de la Mission à Popayán a subi des dommages mineurs. La mobilité de la Mission a été réduite dans certaines parties du pays du fait de la présence de points de contrôle illégaux (en particulier ceux mis en place par l'ELN dans le département du Nord de Santander) et de mines terrestres antipersonnel. Dans les départements d'Arauca et de Córdoba, des entrepreneurs travaillant pour le compte de la Mission ont reçu des menaces d'extorsion de la part de groupes armés illégaux. Après la mise en œuvre des mesures de gestion des risques de sécurité, les niveaux de risque résiduel sont restés moyens et faibles.

C. Déontologie et discipline

88. L'Équipe déontologie et discipline de la Mission poursuit ses activités pour faire connaître dans toute la Mission la politique de tolérance zéro à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles et les mesures visant à prévenir la discrimination, le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, et l'abus d'autorité.

89. Au cours de la période considérée, cinq affaires de manquement ont été classées et cinq cas de manquement présumé, dont une allégation d'exploitation sexuelle, ont été signalés. Un de ces cinq cas a été renvoyé au Bureau des services de contrôle interne, deux font l'objet d'une enquête par la Mission, un est en cours d'examen par un groupe d'établissement des faits et un a fait l'objet d'un rapport d'enquête, lequel est en cours d'examen.

V. Observations

90. Trois ans après la signature de l'accord de paix, les Colombiens s'efforcent d'écrire un nouveau chapitre de consolidation de la paix, de réconciliation et d'espoir. Des milliers d'ex-combattants poursuivent leur réintégration à la vie civile tandis que la société colombienne continue de montrer des signes encourageants de sa volonté de les accueillir. Les victimes participent de plus en plus activement aux mécanismes de justice transitionnelle et demeurent des voix puissantes dans la recherche de la vérité, de la justice et de la réconciliation. La forte participation aux élections locales et départementales d'octobre et leur caractère relativement pacifique ont montré une fois de plus que l'on s'achemine progressivement vers une Colombie plus inclusive et démocratique. La signature de l'accord de paix et l'engagement pris par les parties de

le mettre en œuvre ont créé, malgré de multiples obstacles, les conditions nécessaires à ces changements et à bien d'autres évolutions encourageantes. En effet, lors de récentes réunions, la quasi-totalité des maires et gouverneurs élus ont dit souhaiter tirer parti des possibilités offertes par l'accord pour apporter aux communautés qui ont énormément souffert du conflit la paix et le développement qu'elles ont tant attendus. Les chefs d'entreprise sont conscients des avantages économiques du processus de paix et contribuent personnellement aux efforts de réintégration. Par ailleurs, lors des mobilisations récentes, partout dans le pays, les Colombiens, et en particulier les jeunes, ont demandé que l'accord soit préservé et pleinement appliqué. Tous ces éléments traduisent clairement un consensus de plus en plus large sur la nécessité de préserver les avancées découlant de l'accord et sur le fait que sa mise en œuvre continuera d'améliorer les perspectives de paix et de prospérité du pays.

91. Je suis convaincu que les conversations en cours entre le Gouvernement et les secteurs qui se sont mobilisés ces dernières semaines réuniront les Colombiens autour de solutions communes, dans un esprit de dialogue respectueux, pacifique et ouvert à toutes et à tous. Un dialogue continu est également essentiel pour que les parties à l'accord puissent surmonter leurs divergences sur sa mise en œuvre. Je prie instamment les parties de tirer pleinement parti de la Commission de suivi, de promotion et de vérification de l'application de l'Accord de paix pour régler leurs différends. Par ailleurs, les arrangements tripartites conclus entre le Gouvernement, les FARC et l'Organisation des Nations Unies ont également été des outils précieux pour promouvoir le dialogue, depuis le Mécanisme de surveillance et de vérification qui a supervisé le cessez-le-feu bilatéral jusqu'aux récentes visites conjointes effectuées dans les anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration afin de préparer leur transition. J'encourage les parties à continuer de recourir à ces précieux mécanismes tripartites. L'Organisation des Nations Unies est, comme toujours, prête à apporter son concours.

92. Je félicite la population et les institutions colombiennes pour le bon déroulement des élections locales et départementales. Malgré des cas regrettables de violence et de stigmatisation survenus pendant la campagne, la journée des élections s'est déroulée relativement pacifiquement et les Colombiens et Colombiennes qui ont pu se présenter aux élections et voter étaient plus nombreux que lors des élections locales précédentes. La participation des ex-combattants et du parti de la FARC à ces scrutins et l'élection de membres du parti et d'ex-combattants à des fonctions politiques constituent une étape importante dans le processus de réintégration politique.

93. Les autorités locales et départementales jouent un rôle essentiel dans le succès des efforts de consolidation de la paix dans le pays. Je félicite les maires, les gouverneurs et les autres responsables qui viennent d'être élus et j'encourage chacune et chacun d'entre eux à faire sien l'objectif de mise en œuvre de la paix. Les autorités municipales et départementales prendront une part active dans la mise en œuvre des programmes de développement territorial et dans l'amélioration de la sécurité des communautés et des dirigeants ainsi que dans la pérennisation du processus de réintégration ; en effet, elles assument progressivement des responsabilités croissantes dans les anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration. J'invite les autorités nouvellement élues à continuer d'avoir recours aux mécanismes de coordination régionaux et locaux tels que les conseils départementaux de réintégration, les conseils locaux de réintégration, les conseils territoriaux pour la paix, la réconciliation et la coexistence et les mécanismes tripartites de protection et de sécurité. Ces autorités peuvent compter sur l'appui de la Mission et des entités, fonds et programmes des Nations Unies, et plus largement de la communauté internationale. Nous nous réjouissons à la perspective de travailler en étroite collaboration avec elles.

94. Je demande, une fois de plus, que des mesures plus efficaces soient prises pour protéger la vie des dirigeants et dirigeantes sociales, des défenseurs et défenseuses des droits de la personne et des personnes participant à la mise en œuvre de l'accord de paix, et que des mesures spécifiques soient prises en faveur des femmes et des dirigeants autochtones et afro-colombiens. Je prie instamment la Commission intersectorielle des garanties pour les dirigeantes et les défenseuses des droits de la personne de terminer et de mettre en œuvre son plan d'action, en coordination avec les organisations de femmes.

Il est également important d'œuvrer à l'amélioration du dialogue entre le Gouvernement et la société civile au sujet de la politique publique globale relative au respect du travail des défenseurs des droits de la personne et aux garanties associées.

95. Je réitère également mes appels en faveur de mesures plus efficaces pour protéger la vie des ex-combattants, appels qui sont d'autant plus pressants que 2019 a été l'année la plus violente pour les anciens membres des FARC-EP depuis la signature de l'accord de paix. Les membres des familles des ex-combattants tués depuis la signature de l'accord de paix, en particulier les enfants, sont particulièrement vulnérables et des mesures devraient être envisagées pour les soutenir.

96. La sécurité des dirigeants sociaux et des défenseurs des droits de l'homme, de même que celle des ex-combattants, est intrinsèquement liée à la sécurité des communautés auxquelles ils appartiennent. Malgré l'amélioration générale des conditions de sécurité qui a suivi la signature de l'accord de paix, des communautés continuent d'être la proie de groupes armés illégaux et d'organisations criminelles dans des zones où la présence limitée de l'État a laissé un vide institutionnel et où le manque de débouchés économiques a mis les populations locales à la merci des économies illicites. Je suis alarmé par les conséquences qu'ont, notamment pour les communautés autochtones, les combats entre groupes armés illégaux dans le couloir de trafic qui s'étend de la région du Bajo Cauca, dans le département d'Antioquia, au département de Chocó, ainsi que par la violence incessante dans le département de Cauca.

97. L'élaboration d'une politique publique de démantèlement des groupes armés illégaux et des organisations criminelles, ainsi que des réseaux qui les soutiennent, comme le prévoit l'accord de paix, est essentielle pour enrayer la violence que ces groupes infligent aux communautés vulnérables. J'encourage le Gouvernement à convoquer de nouveau la Commission nationale des garanties de sécurité afin qu'elle progresse dans l'élaboration, puis dans la mise en œuvre de cette politique. Pour améliorer la sécurité des communautés dans les anciennes zones de conflit, il faudrait également envisager de poursuivre l'application du décret n° 660 de 2018 relatif au Programme global pour la sécurité et la protection des populations et des organisations au niveau territorial.

98. Comme je l'ai indiqué dans mes précédents rapports et comme l'a confirmé à plusieurs reprises le Gouvernement, la grande majorité des ex-combattants des FARC-EP continuent de s'efforcer de réintégrer la vie civile et restent attachés au processus de paix malgré les incertitudes persistantes et les attaques dont ils continuent de faire l'objet. De multiples acteurs, parmi lesquels le Gouvernement, les autorités locales, les universités, le secteur privé, les organisations religieuses et les groupes relevant de la société civile, continuent de mettre au point des initiatives visant à soutenir les ex-combattants dans leurs efforts de réintégration, notamment en leur donnant accès à des possibilités de formation et d'emploi et à des moyens de production. Il n'en reste pas moins que plusieurs problèmes ne sont toujours pas résolus et qu'ils nécessitent une action concertée. Premièrement, il importe que la FARC, le Gouvernement et l'ensemble des acteurs qui soutiennent le processus de réintégration adoptent une vision à plus long terme des projets productifs destinés aux ex-combattants, l'objectif étant d'en assurer la durabilité et la viabilité. Une telle vision à long terme suppose d'assurer l'accès à la terre et au crédit ; de fournir une assistance technique ; de faire des liens entre les projets et des débouchés commerciaux viables ; de renforcer les associations productives d'ex-combattants ; de garantir la participation active des femmes. Deuxièmement, l'approche axée sur la communauté doit se poursuivre afin que les communautés locales participent aux projets productifs et en bénéficient, ce qui contribuera à promouvoir la réconciliation et le développement local au sens large. Troisièmement, bien que la première phase de la transition des anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration se soit déroulée avec succès, une plus grande clarté sur les délais, les lieux, les rôles et les responsabilités est nécessaire, de même que des efforts accrus de sensibilisation et de communication, pour réduire les incertitudes qui continuent de peser sur les habitants de ces anciens secteurs en ce qui concerne la santé, l'alimentation, le logement, la sécurité, les infrastructures et les services à long terme. Quatrièmement, il est important de continuer à progresser dans la mise en place de mesures de soutien aux ex-

combattants d'origine autochtone. Enfin, je salue les mesures prises par le Gouvernement pour soutenir les ex-combattants qui vivent en dehors des anciens secteurs territoriaux de formation et de réintégration, notamment dans le cadre de projets productifs, et j'exhorte tous les acteurs à poursuivre leurs efforts pour que ces ex-combattants aient un accès adapté à la sécurité, aux services de base, aux possibilités de formation et d'emploi et aux projets productifs. J'exhorte les parties à recourir davantage au Conseil national de réintégration et à ses groupes de travail pour mener des discussions stratégiques sur toutes ces questions, qui sont liées au processus de réintégration.

99. La question de l'accréditation des ex-combattants n'est toujours pas réglée, et la lenteur des progrès accomplis en ce sens demeure une préoccupation urgente. Tant que leur situation n'est pas réglée, les ex-combattants ne peuvent pas participer pleinement au processus de réintégration et sont plus susceptibles de récidiver ou d'être recrutés par des groupes armés illégaux. Je demande instamment à tous les acteurs concernés de redoubler d'efforts à cet égard.

100. Je me félicite des progrès réalisés dans la mise en œuvre des programmes de développement territorial – prévus à la section I de l'accord de paix dans le cadre d'une réforme rurale plus large – qui commencent à apporter aux communautés rurales touchées par le conflit des dividendes de la paix sous la forme d'investissements dans les infrastructures et les services, dont elles avaient grand besoin. Les autorités et les populations locales ont participé activement à la phase de planification de ces programmes, et j'espère qu'elles participeront tout aussi activement à leur mise en œuvre. Ces investissements doivent s'accompagner de progrès dans un autre domaine : l'objectif est aussi d'instaurer dans ces zones une présence soutenue et intégrée de l'État, à savoir non seulement les forces de sécurité publique mais aussi les institutions civiles qui peuvent apporter avec elles l'éducation, la santé, les services de base et le développement global.

101. Si l'accord de paix prévoyait une transformation à long terme de la Colombie, en particulier des zones ravagées par le conflit, les bases de cette transformation doivent être jetées dès maintenant par tous les acteurs, qui doivent prendre des mesures concrètes pour appliquer l'intégralité de l'accord. Il convient de souligner que les dispositions de l'accord sont interdépendantes. Pour consolider les progrès accomplis dans la réintégration des ex-combattants et la mise en place des garanties de sécurité pour les communautés vivant dans les zones touchées par le conflit, il faut progresser simultanément dans d'autres domaines de l'accord, à savoir : les réformes rurales visant à lutter contre la pauvreté et le sous-développement dans les campagnes ; les réformes politiques en faveur d'une vie politique participative et ouverte à toutes et à tous ; les mesures de substitution des cultures illicites qui visent à lutter contre les économies illégales ; les mécanismes de justice transitionnelle qui apportent à la société colombienne, en particulier aux victimes, la vérité, la justice et la réconciliation. En outre, dans l'accord, les dispositions relatives à l'égalité des genres et le volet ethnique prévoient des mesures pour soutenir les femmes et les communautés autochtones. La mise en œuvre de tous les aspects de l'accord contribuera à renforcer la confiance entre les communautés touchées par le conflit et les institutions de l'État dans des régions où ce lien vital a été érodé par des décennies de guerre et, par là même, ouvrira des possibilités durables de progrès, de sécurité et de développement.

102. Avec l'accord de paix final comme plan d'action, la Colombie peut continuer de construire la paix à laquelle aspirent ses citoyens. L'Organisation des Nations Unies reste pleinement attachée à cet objectif et déterminée à travailler en partenariat avec les parties, avec la société colombienne et avec la communauté internationale.